

DEBATS

Jean-Pierre Elkabbach, Président, Lagardère News

On souhaite que vous interveniez le plus possible et qu'il y ait des questions. Merci. Si vous pouviez vous lever et donner votre nom, ce serait très bien. Je vous en prie.

Jawad Kerdoudi, Président de l'Institut marocain des relations internationales

Je voudrais rebondir sur la question de Monsieur Elkabbach concernant les flux migratoires. Je pense qu'il n'y a pas que les Etats-Unis qui sont concernés.

Jean-Pierre Elkabbach, Président, Lagardère News

Non. C'est un symbole. La frontière mexicaine Etats/Unis, c'est devenu un symbole mondial. Mais tous les pays sont aujourd'hui concernés par les flux migratoires et les populations qui vont encore se développer.

Jawad Kerdoudi, Président de l'Institut marocain des relations internationales

Je voudrais justement parler de l'Europe et du fait que l'Europe soit devenue de plus en plus protectionniste concernant les flux migratoires et on a même assisté dernièrement, en France, à des expulsions de Roms. Je considère personnellement que c'est quelque chose de catastrophique. Ma question...

Jean-Pierre Elkabbach, Président, Lagardère News

Attendez, on ne va pas prendre la défense de tel ou tel gouvernement. Mais pourquoi est-ce que c'est catastrophique ?

Jawad Kerdoudi, Président de l'Institut marocain des relations internationales

C'est catastrophique parce qu'on n'a pas le droit d'expulser des gens qui sont sur place, qui ont leurs enfants à l'école et par des mesures administratives, on les met dans des avions et on les expulse. C'est pour cela que je considère que c'est catastrophique. Ma question aux intervenants est la suivante : est-ce que la gouvernance mondiale ne doit pas se saisir de ce problème et essayer de mettre une législation à l'échelle mondiale pour éviter ces catastrophes ? Merci.

Jean-Pierre Elkabbach, Président, Lagardère News

Alors, qui veut répondre ? En ajoutant que chacun des pays d'où partent les migrants ait à s'occuper de la justice pour maintenir chez lui ses populations et assurer le développement et la justice. Je veux dire, il y a du travail à faire des deux côtés. Qui veut répondre ?

Fernando Alvarez Del Rio, chef de l'unité d'Analyse économique, Mexique

L'un des principaux problèmes, lorsqu'on aborde la question de la population, concerne de nombreux pays, par exemple le Mexique. Nous disposons d'un agenda, pour tenter de mettre en œuvre des bonnes politiques sur l'éducation, la santé et ainsi de suite. Nous avons un bonus démographique, mais actuellement, avec ce bonus, naissent des sentiments sur l'immigration, comme c'est assurément le cas en Europe et dans de nombreux pays.

Il existe un cadre temporel dans lequel nous devons mettre au point de multiples stratégies autour du développement, de l'éducation, de la santé et ainsi de suite. A l'heure actuelle, ce coefficient de dépendance est à la baisse, mais il sera de nouveau en hausse dans 10 à 20 ans. A partir de là va se développer le type de problèmes que nous voyons en Europe.

J'essaie d'y venir, car il s'agit d'une question de politique très large. Il ne s'agit pas uniquement de législation, particulièrement en matière d'immigration. Je suis certain que ce serait le cas, assurément aux Etats-Unis, où il y a eu des initiatives. Cela a été difficile, en raison des considérations d'ordre national dans chacun des pays. Cependant, mon idée est qu'au-delà des réglementations, ils doivent continuer à travailler et adopter un point de vue plus large concernant ce problème. Il faut également aborder cela en termes de politiques internes, dans notre cas et dans d'autres.

Narendra Taneja, PDG de la World Oil & Gas Assembly

Ne pensez-vous pas que la gouvernance mondiale de ces problèmes représente réellement un immense défi ? Peut-on véritablement commencer à mettre ces choses en place ? Comme l'a dit quelqu'un hier, il s'agit d'une sorte d'infrastructure politique, une infrastructure réglementaire. Rien que cela va nécessiter 20 à 30 ans. Qui va s'en charger ? Il est très facile d'avoir recours à la gouvernance mondiale sur ces questions, mais comment la faire réellement intervenir ? Il n'est plus question d'efficacité. Voilà la vraie question.

La gouvernance mondiale est liée à certains sujets, comme le changement climatique. Nous savons ce qui s'est passé à Copenhague. A ce stade le défi est immense. Lorsqu'on touche à des questions aussi sensibles que la population et la santé, j'ai un point de vue sur la gouvernance mondiale. Nous ne disposons absolument pas du travail de base pour ne serait-ce que commencer à penser en termes de gouvernance mondiale sur ces questions.

Fernando Alvarez Del Rio, chef de l'unité d'Analyse économique, Mexique

Je pense qu'actuellement, le plus important est de générer un sentiment d'urgence autour de ces sujets. Je pense que nous ressentons que quelque chose va se passer prochainement. Il faut un sentiment d'urgence pour commencer à agir immédiatement.

Jean-Pierre Elkabbach, Président, Lagardère News

On voit bien que c'est un thème, Monsieur, qui peut occuper les deux journées du débat qui est organisé à Marrakech et on pourrait répondre et dialoguer longtemps. Mais nous sommes là pour poser des questions. Je vous en prie.

Abdesslam Abouddrar, Président de l'Instance centrale de prévention de la corruption au Maroc

J'ai deux questions. Suite à une l'intervention du président de Sanofi Aventis qui a dit que la gouvernance en matière de santé, ce n'est pas une institution supra-nationale, mais c'est un consensus qui se forme entre différents intervenants des Etats, des industriels, etc., comme c'était le cas pour le sida. Maintenant, quand on se base là-

dessus, le consensus, c'est entre puissances étatiques, mais aussi firmes multi-nationales et ça conduit à la fixation de priorités qui ne font pas toujours l'affaire de tout le monde. A titre d'exemple, les efforts consentis contre le sida n'ont rien à voir avec ceux consentis contre des maladies comme la malaria ou le paludisme. Comment régler une telle situation ? Il n'y a qu'à se référer à ce qui s'est passé avec la crise de H1N1 pour voir l'énormité des moyens qui ont été mobilisés face à une épidémie alors que d'autres épidémies continuent à faire des ravages lentement, sûrement (la tuberculose, etc.). Deuxième question, j'ai entendu hier des chiffres plus qu'alarmants, je ne sais pas dans quelle mesure ils sont justes, sur tout ce qui est pratiques en matière de médicaments (contrefaçon, contrebande). Comparé paraît-il au trafic de drogue, c'est beaucoup plus important. Ils ont même parlé de bénéfices attendus dix fois plus importants. Quelle est la pertinence de ces chiffres et qu'y a-t-il à faire à ce sujet?

Jean-Pierre Elkabbach, Président, Lagardère News

Réponse de Chris. Comme je vois qu'il y a beaucoup de questions, si vous voulez bien les poser de manière assez concise pour qu'on ait la possibilité d'organiser au mieux ce débat. Je vous en prie, Chris.

Chris Viehbacher, PDG, Sanofi-Aventis

Juste une question sur la gouvernance. Je ne suis ni politicien ni juriste. Je suis un homme d'affaires pragmatique. Ce n'est pas la peine d'avoir une législation s'il n'y a pas de cour, s'il n'y a pas de police, s'il n'y a pas de prison. Clairement, ça n'existe pas au niveau international. Ce que l'on a dit aussi, c'est qu'il y a souvent beaucoup de culpabilisation derrière tous les mouvements. Il n'y a pas assez d'efforts pour trouver des solutions. Je pense que l'on a fait ça avec le sida. Mais il y a des efforts comme le Fonds Mondial. Il y a la création d'un organisme pour justement trouver des moyens non seulement de financer les médicaments, mais de faire de la recherche. On peut dire aujourd'hui qu'il y a trop de moyens pour acheter des médicaments et pas assez sur la recherche. Là aussi, il faut avoir un dialogue et trouver un consensus. Par rapport aux contrefaçons, un des éléments – et j'ai fait une intervention récemment en Belgique avec les organismes de police internationale - clairement dans les programmes d'aides qui viennent des pays, est qu'il n'y en a pas assez non plus dédiés à l'infrastructure. Il y a trop de moyens qui sont destinés aux programmes, pas par contre sur l'éducation ou le renforcement de la police ou des éléments comme ceux-là. Vous avez totalement raison sur le problème des contrefaçons.

Jean-Pierre Elkabbach, Président, Lagardère News

Philippe Chalmin, spécialiste français connu des matières premières en général.

Philippe Chalmin, Président, Professeur Université Paris Dauphine ; Fondateur du Cercle Cyclope

J'avoue que j'ai été très intéressé par ce que disait Jean de Kervasdoué. Moi, j'étais resté sur l'idée que la population du monde se stabilise aux alentours de 9 à 10 milliards d'êtres humains vers 2070-2080. Tu nous a dit : « On n'atteindra jamais les 9 milliards ». Est-ce que tu pourrais un peu développer à ce sujet parce que c'est quand même un élément très important ? Si effectivement, le taux de natalité baisse beaucoup plus vite qu'on ne le pense, un certain nombre de nos grands défis du 21^e siècle se trouveront un peu relativisés.

Jean de KERVASDOUE

En un mot, ces chiffres que j'ai repris comme beaucoup d'entre vous sont des chiffres qui viennent d'une étude de 2000 des Nations Unies et qui font une hypothèse assez différente de la réalité sur le nombre d'enfants par femme. Le nombre d'enfant par femme a baissé beaucoup plus vite. A partir de 2020 dans ce modèle, on calcule 2,1 enfants par femme. Comme toujours, dans ces modèles, ce sont des décisions esthétiques beaucoup plus qu'empiriques. Comme vous le savez, c'est le taux de renouvellement d'une génération sans augmentation d'espérance de vie. Or, on est pratiquement partout dans le monde aujourd'hui en dessous de 2,1. A mon avis, on sera en dessous de 9 milliards. On sera autour de 8,5 milliards.

Jean-Pierre Elkabbach, Président, Lagardère News

C'est bon ou c'est mauvais signe ?

Jean de Kervasdoué, Professeur, CNAM

Moi, je ne fais pas de jugement de valeur. C'est un fait. Le bon signe pour nous les humains, c'est qu'on vit quand même plus vieux. En général, comme on ne se suicide pas, ça montre qu'on est plus heureux sur terre qu'ailleurs. Le deuxième bon signe, c'est que néanmoins l'âge moyen augmente. C'est-à-dire qu'il faut que vous vous rendiez compte que l'âge moyen au Japon — dans le monde, c'est 30 ans — c'est 43 ans. En gros, en 2050, il faut que vous rajoutiez 7 ans. L'âge moyen en Europe sera autour de 47 ans. Il y aura plus d'un tiers de la population qui aura plus de 60 ans. Ça change. C'est ça qui change beaucoup plus que le nombre à mon avis. Le nombre joue, mais on est passé comme vous le savez d'1,5 milliard en 1900 à 6,5 milliards aujourd'hui. On va passer à 8,5 milliards. Ça, c'est moins inquiétant. Au moins, la transformation est moins profonde que la structure par âge.

Jean-Pierre Elkabbach, Président, Lagardère News

Autre question. Monsieur, allez-y !

Meir Sheerit, Membre du Parlement, Etats d'Israël

Je voudrais rebondir sur votre discussion concernant la productivité dans l'industrie pharmaceutique. Ma question concerne la malaria. Aujourd'hui les faits sont les suivants : chaque année 300 millions de personnes contractent la malaria. 90 % d'entre elles sont en Afrique. Chaque année, un million de personnes meurent de la malaria. Pour 90 % ce sont des enfants africains. Toutes les 60 secondes, un enfant meurt de la malaria.

La question touche au fait que vous avez abordé la possibilité de combattre la malaria, la dengue, etc. Il existe à mon avis d'autres moyens de sauver des vies. Commençons par la prévention de la malaria. C'est très simple ; il existe des comprimés que nous connaissons aujourd'hui. Avec un comprimé par jour, vous ne souffrirez jamais de la malaria. Pourquoi ne pas donner ces comprimés facilement, à bas prix, voire gratuitement, aux enfants d'Afrique en les empêchant de la sorte d'attraper cette maladie ? C'est simple et peu onéreux. Pourquoi ne pas distribuer ces comprimés en Afrique et dans d'autres endroits semblables ?

Le deuxième point est qu'une agence de recherche américaine a génétiquement modifié un nouveau moustique. Vous savez que la malaria est transmise par un moustique appelé l'anophèle, qui comporte dans son système un virus baptisé plasmodium. Ils ont génétiquement modifié la piqûre de moustique. S'ils l'implantent dans la population des fameux anophèles, ils deviendront majoritaires au sein des moustiques. La modification génétique leur a donné la capacité de résister à ce virus et ils ne transmettent plus la malaria. L'essai a été concluant sur trois générations de moustiques. Ils sont facilement devenus majoritaires et ont absorbé tous les autres moustiques.

Ma question est la suivante ; si la gouvernance mondiale existe aujourd'hui, pourquoi ne pas fusionner toutes les industries pharmaceutiques dans l'optique d'empêcher en premier lieu la malaria ? Ensuite, pouvez-vous mettre au point une orientation qui permette de réellement éliminer la malaria et la dengue ainsi que les moustiques qui transmettent la dengue ?

Narendra Taneja, PDG de la World Oil & Gas Assembly

Si gouvernance mondiale il y a, nous ne la voyons pas. C'est sûr et certain. Tout comme la malaria que vous avez prise en exemple, dans certaines sociétés comme en Asie du Sud, on voit même des maladies comme le diabète prendre des proportions épidémiques. Ceci en raison du manque d'éducation sur le sujet ; on n'offre pas vraiment d'éclairage sur les moyens de prévention. Quel type de rôle jouent les entreprises comme la vôtre ? Et il ne s'agit pas ici uniquement de prévention. La diffusion du message approprié fait-elle partie de votre stratégie préventive ?

Chris Viehbacher, PDG, Sanofi-Aventis

Tout d'abord, vous seriez surpris de savoir tout ce qui se passe à l'échelle mondiale. Je suis entièrement d'accord avec vous sur la question de la prévention. S'il est du ressort d'un dirigeant d'entreprise pharmaceutique d'annoncer au reste du monde qu'il faut dépenser davantage pour la prévention, je pense que la situation est en effet bien triste. Cependant, nous distribuons toutes sortes de supports éducatifs pour apprendre à se débarrasser de l'eau stagnante et à utiliser des moustiquaires. Je partage absolument votre avis.

En ce qui concerne la gouvernance, prenons l'exemple de la Bill Gates Foundation. Bill Gates a la capacité d'exiger la présence de tout président d'entreprise pharmaceutique. Une fois sur place, nous l'écoutons parler de son engagement pour la prévention de la malaria. Il interroge chacun de nous sur nos démarches dans les domaines de la prévention et de la recherche. En outre, il a la capacité de déplacer des capitaux colossaux. Il passera alors un accord avec une entreprise pharmaceutique dont il subventionnera la recherche en échange d'une faible marge sur les ventes. De tels projets sont mis en œuvre, pas forcément par le biais des Nations Unies, mais cela ne veut pas dire qu'ils n'existent pas.

Jean de Kervasdoué, Professeur, CNAM

Juste un mot sur la malaria. Je ne peux pas laisser passer ce problème sans parler du DDT. Vous savez que tout le droit de l'environnement américain est né d'un procès fait par des écologistes de Long Island parce que le DDT fragilisait la coquille des faucons sauvages de cette belle partie de l'Etat de New York. Vous savez que c'est l'interdiction du DDT qui a conduit à la recrudescence de la malaria. Avant de parler des médicaments, il faudrait parler aussi d'insecticides et du drame actuel. C'est pour ça que la dengue réapparaît. C'est pour ça que le chikungunya réapparaît, c'est qu'on demande à l'industrie chimique de telles contraintes dans le cas des insecticides qu'ils cessent d'en fabriquer. Je vois avec plaisir la dengue, le chikungunya apparaître dans le sud de la France tout simplement parce qu'on n'utilise plus d'insecticides.

Jean-Pierre Elkabbach, Président, Lagardère News

Demandez à Thierry de Montbrial de vous parler du frelon asiatique qui commence à faire des ravages même dans le sud de la France. Il paraît qu'il est terrible et qu'il est énorme. Madame, parce qu'on n'a pas encore entendu une voix de femme, ensuite deux questions, et mon ami et moi allons renoncer à ce qu'on nous avait demandé comme conclusion pour mieux vous entendre. Madame.

Bouthayna Iraqui-Houssaïni, chef d'entreprise et parlementaire marocaine

Je suis chef d'entreprise, pragmatique comme Monsieur et je suis aussi politique. Je suis parlementaire marocaine.

Jean-Pierre Elkabbach, Président, Lagardère News

On peut faire les deux alors.

Bouthayna Iraqui-Houssaïni, chef d'entreprise et parlementaire marocaine

Oui. Tout à fait. On peut faire les deux.

Jean-Pierre Elkabbach, Président, Lagardère News

On peut être industriel, chef d'entreprise et en même temps parlementaire. C'est bien.

Bouthayna Iraqui-Houssaïni, chef d'entreprise et parlementaire marocaine

Je suis pharmacienne aussi. Ça va justifier justement ma question. Comment la gouvernance mondiale peut-elle intervenir sur les lobbies ? Je donne le cas du Maroc. Vous savez qu'au Maroc, exceptionnellement, pour un pays émergent, l'utilisation du générique n'est pas plus de 30% contrairement à l'Europe, notamment à la France. Pour un pays où l'accès aux médicaments est réellement un problème actuellement, comment faire pour que la gouvernance mondiale arrive à trouver un équilibre pour qu'on n'ait pas le poids des lobbies ? Aujourd'hui, au sein du Parlement cette année, c'est tout un travail sur l'accès du médicament et le prix du médicament au Maroc. On s'est rendu compte qu'il y avait des tas de médicaments qui étaient vendus beaucoup plus cher qu'en Europe au Maroc. L'objectif est justement de donner aux pharmaciens, puisque nous travaillons sur une réglementation française, le droit de substitution du médicament pour pouvoir ouvrir la possibilité de la prescription de plus de génériques. J'ai aussi une petite précision aussi à apporter à Monsieur. Le risque d'obésité que nous avons au Maroc n'est pas à cause de la corne de gazelle qui est quand même assez chère pour tous les Marocains. Il y a une réalité qui crée aujourd'hui un risque d'obésité au Maroc, c'est l'engouement pour les fast-foods. Voilà ce que nous apporte l'Occident. Un dernier point aussi sur les flux migratoires qui n'ont pas que des aspects négatifs. Aujourd'hui, étant donné justement les restrictions dues aux visas, etc., en Europe, toute l'Afrique se tourne vers le Maroc en particulier comme une destination médicale. Ça a des côtés négatifs, mais ça a aussi des côtés de développement économique. Je voulais le préciser. Merci.

Jean-Pierre Elkabbach, Président, Lagardère News

Sur les lobbies.

Jean de Kervasdoué, Professeur, CNAM

Pour le Maroc, j'aimerais que vous nous répondiez parce que ce que vous dites, Madame, est exact.

Jean-Pierre Elkabbach, Président, Lagardère News

Sur les lobbies et le prix des médicaments d'une phrase courte.

Chris Viehbacher, PDG, Sanofi-Aventis

Je pense que c'est une question nationale. Ce n'est pas une question mondiale. Je ne connais pas un seul pays qui soit prêt à céder le pouvoir de déterminer le prix des médicaments à un organisme mondial. Je pense qu'on voit beaucoup de pays qui ont les mêmes marchés que le Maroc et qui sont capables en fait de distinguer le prix des médicaments de l'innovation. Je n'ai pas la responsabilité de tout ça.

Jean de Kervasdoué, Professeur, CNAM

Je ne suis pas d'accord avec vous. J'ai beaucoup travaillé au Maroc, j'ai beaucoup travaillé en Grèce, etc où l'industrie pharmaceutique, en tant que lobby national, influence les gouvernements pour faire croire à la population que les médicaments génériques sont moins bons que les médicaments princeps. Là, il y a un problème de code déontologie de votre industrie à l'égard de ces pays. Au Maroc, c'est un drame. En Grèce, c'est un drame. La population croit grâce à des campagnes de publicité que les princeps sont meilleurs que les génériques. Ce qui est faux à mon sens.

Jean-Pierre Elkabbach, Président, Lagardère News

Dernière question.

Mohamed Benabid, rédacteur en chef du journal marocain *L'Economiste*

Mon intervention cible les connexions entre gouvernance et santé. Je pense qu'il y a un point qui peut traduire nos préoccupations, c'est la question de la grippe A, la fameuse H1N1 puisque nous avons aussi une insistance anglo-saxonne. Le Maroc, comme d'autres pays, a eu à commander un stock de vaccins. Il se trouve que ça s'est fait à des conditions particulièrement léoniennes sur des délais de livraison et sur les prix. Je cite un ministre marocain de la santé sachant qu'il y a très peu de marges de manœuvre, vu qu'il y a une pression de l'opinion publique. Il faut faire vite. On est loin des engagements prix. Ma question sur cet aspect-là est celle-ci : est-ce qu'il ne faut pas imaginer un dispositif de manière à ce que les négociations dans des conditions pareilles se fassent de manière un peu plus équilibrée ? Nous avons un représentant de l'OMS et un représentant de Sanofi. Je pense que la question leur est adressée directement. Merci.

Jean-Pierre Elkabbach, Président, Lagardère News

Vous avez bien fait de venir.

Chris Viehbacher, PDG, Sanofi-Aventis

Là, à mon avis, il fallait en fait une certaine coordination. En fait, ce que nous avons vécu de notre côté, chaque pays a voulu acheter le plus vite possible un certain nombre de vaccins parce qu'il y avait une capacité limitée. Nous avons pris la position de ne pas vendre plus que 10% de commandes pour tous les pays pour éviter à ce qu'il n'y ait que les pays les plus riches qui en profitent. J'ai reçu des appels de l'OMS par exemple qui me disait : « Qu'est-ce qu'on fait pour les pays qui n'ont pas les mêmes moyens que les pays occidentaux ? » C'est pourquoi nous avons aussi fait un don de 100 millions de doses pour des vaccins. Justement, c'était une pandémie. C'était un problème mondial. Là, il faut avoir des gens vaccinés. Par exemple, au Mexique, ce n'est pas la peine de vacciner des Américains qui ne sont pas au Mexique parce qu'on peut avoir une contamination. Honnêtement, j'ai plaidé pour une coordination supra-nationale.

Jean-Pierre Elkabbach, Président, Lagardère News

Dernière question.

Mo Ibrahim, fondateur et président de la Fondation Mo Ibrahim

Je m'appelle Mo Ibrahim, de la fondation Mo Ibrahim. Je suis britannique d'origine soudanaise. Je souhaite faire une courte déclaration sur la question de l'immigration. Je ne trouve pas que nous ayons bien traité le sujet. Je suis abasourdi par la pauvreté du débat relatif à la xénophobie et à la gestion européenne de l'immigration. Allons-nous examiner l'Europe dans 20, 30 ou 40 ans ?

L'Europe est un continent vieillissant. Qui va payer nos retraites ? Qui va soutenir notre Etat providence ? Nous voyons croître un énorme écart, entre les pays en développement jeunes et les pays développés âgés. Quel est l'impact de cet écart sur l'avenir de l'Europe ? Messieurs, dans vingt ans, vous serez peut-être encore de ce monde. Il y a quelques années, sept personnes assuraient les retraites et les indemnités maladie de deux personnes. Dans vingt ans, qui paiera nos factures d'hôpital ? Qui paiera pour nos retraites ? Souhaitons-nous avoir un débat raisonnable, ou est-il tout bonnement motivé par les intérêts immédiats de personnalités politiques mesquines et avides de gros titres ? Examinons-nous réellement les chiffres et les sondages d'opinion avant de penser aux intérêts des pays sur le long terme ? Qu'en est-il de ce débat en Europe ?

Jean-Pierre Elkabbach, Président, Lagardère News

Merci Monsieur Mo Ibrahim. Ce n'était pas le thème du débat. Ce débat que vous portez et que vous illustrez est un débat très profond pour toutes les sociétés occidentales d'ailleurs et puis elles concernent aussi des pays comme le vôtre. Parce que Madame disait que vous accueillez des populations africaines qui viennent se faire soigner, ce qui est

un aspect positif, j'espère qu'il n'y a que des aspects positifs. C'est vrai aussi que vous avez noté que le phénomène de la xénophobie et du racisme se développe dans toute l'Europe, aux Etats-Unis et dans toute l'Europe, y compris dans mon pays, ce que nous déplorons et que nous condamnons naturellement. Mais, ce sont des problèmes qu'il ne faut pas aborder avec démagogie parce que je suppose que vous ne suggérez pas que toutes les populations ou les jeunes des populations des pays sous-développés viennent dans les pays de l'Europe. Vous créeriez une crise encore plus grande, même si on a besoin de renouveler les populations françaises ou européennes. Un mot encore ? Oui.

William Reilly, Président de la Fondation Climate Works

Par rapport à l'immigration, on peut imaginer un débat international très constructif. Il porterait sur le sujet des conditions préalables qui ouvriraient la voie à l'amnistie. On peut les imaginer : une certaine période de temps à l'intérieur du pays, l'accès à un emploi et peut-être l'implication dans le système éducatif. Il y aurait également un réseau de liens familiaux, et l'on ne renverrait pas un membre de la famille en abandonnant les enfants derrière lui. Voici quelques-unes des conséquences flagrantes de l'insensibilité, à moins que nous en en préoccupions maintenant.

La démarche serait très constructive : je n'ai connaissance d'aucune démarche de la sorte, mais je pense qu'elle serait à la fois économique et humaine. Toutes les études menées sur la contribution de l'immigration illégale aux Etats-Unis ont montré qu'elle apporte une contribution bénéfique à l'économie.

Jean-Pierre Elkabbach, Président, Lagardère News

Merci à vous tous et nous avons essayé de traiter, comme on nous l'a indiqué, sans hypocrisie, les questions qui faisaient le thème du débat que nous avons mené tous les deux. C'est la première session. Il y en aura d'autres. Vous voyez l'intérêt de cette réunion de WPC. Merci à vous tous.